



Paris, le 7 décembre 2017

JOËLLE
GARRIAUD-MAYLAM

SENATEUR
REPRESENTANT
LES FRANÇAIS
ETABLIS HORS DE FRANCE

SECRETAIRE DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA DEFENSE ET
DES FORCES ARMEES

VICE-PRESIDENTE DE LA DELEGATION
AUX DROITS DES FEMMES ET
A L'EGALITE DES CHANCES ENTRE
LES HOMMES ET LES FEMMES

MEMBRE DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES EUROPEENNES

PRESIDENTE DE LA COMMISSION SUR LA
DIMENSION CIVILE DE LA SECURITE
A L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE
L'OTAN

PRESIDENTE DELEGUEE DES GROUPES
SENATORIAUX D'AMITIE FRANCE-
SENEGAL, FRANCE-BIRMANIE ET
FRANCE-EMIRATS ARABES UNIS

REPRESENTANTE DU SENAT A
LA COMMISSION NATIONALE
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE
ET LA CULTURE (UNESCO)

REPRESENTANTE DU SENAT AU
CONSEIL SUPERIEUR DE LA RESERVE
MILITAIRE

SECRETAIRE NATIONALE
DES REPUBLICAINS A LA COOPERATION
ET A LA FRANCOPHONIE

Monsieur le Président de la République,

En tant que rapporteur pour avis de la Commission des Affaires étrangères du Sénat sur le budget de l'audiovisuel extérieur, je tenais à vous remercier pour le courage et la justesse dont vous avez fait preuve dans vos déclarations quant à la nécessité de revoir radicalement notre audiovisuel public. J'avais pour ma part dénoncé de longue date - mais en vain - l'aberration qu'a constitué, en période de restrictions budgétaires, le lancement de la chaîne publique d'information en continu France Info. A titre d'exemple vous trouverez ci-joint la tribune que j'avais publiée en février 2016.

Je tiens en revanche à attirer votre attention sur la situation de France Médias Monde, médias particulièrement économes et exemplaires (représentant moins de 9% des subventions à l'audiovisuel public français), dynamiques et exemplaires, d'une importance stratégique considérable pour notre rayonnement à l'international et qui devraient, à mon sens, être un acteur important de votre futur plan pour la promotion de la langue française dans le monde. Alors que toutes les grandes puissances mondiales réalisent des efforts considérables de développement de leurs médias extérieurs afin de renforcer leur influence culturelle mais aussi économique et politique, il est essentiel que la France consacre des moyens importants à sa politique audiovisuelle extérieure pour ne pas se laisser distancer par ses concurrents.

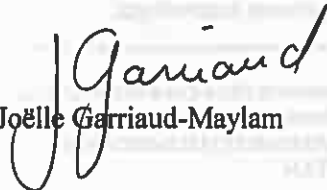
Le contrat d'objectifs et de moyens (COM) conclu en avril 2017 avait prévu une augmentation de 8,2 M€ de la dotation à France Médias Monde - dont plus de la moitié devaient permettre de financer son déploiement en espagnol. En limitant l'augmentation des crédits à 6,2 M€, le PLF2018 met le groupe dans une situation difficile et le place de facto devant une alternative guère satisfaisante : soit amputer la diffusion de certains médias (France 24 aux États-Unis et en Scandinavie), soit fermer une rédaction régionale de RFI en Afrique de l'Est, soit présenter un budget en déséquilibre.

C'est pourquoi j'ai défendu au nom de la commission des affaires étrangères un amendement visant à rétablir le budget 2018 de France Médias Monde tel que prévu par le COM (+1,9M€). Cet amendement a été adopté par le Sénat et il me semblerait pertinent qu'il puisse bénéficier d'un avis favorable du gouvernement lors de la seconde lecture à l'Assemblée nationale. S'engager sur une sanctuarisation budgétaire permettrait aussi de sécuriser le développement de notre principale voie médiatique à l'international.

J'estime par ailleurs qu'une meilleure présence de France24 sur le sol français - et notamment en arabe - pourrait à la fois renforcer un sentiment d'appartenance à la France de jeunes générations qui se sentent aujourd'hui délaissées et leur ouvrir utilement l'esprit aux réalités internationales.

Vous trouverez dans mon rapport budgétaire ci-joint des arguments plus détaillés et je me tiens, bien sûr, à votre disposition et à celle de vos équipes pour travailler plus en profondeur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma parfaite considération *et mon respectueux dévouement*


Joëlle Garriaud-Maylam